ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958 — CIRCONSCRIPTION DE NEVERS

Parti Communiste Français

Nivernaises, Nivernais,

Vous allez émettre un vote engageant votre avenir et celui de la France.

Depuis le 1er Juin, avec l'appui des dirigeants socialistes de droite, un gouvernement autoritaire a pris le pouvoir.

Ce gouvernement a, en fait de neuf, exhumé du passé le vieux scrutin d'arrondissement condamné par tous les hommes de progrès, le but étant de limiter le nombre des députés de la classe ouvrière et de son parti communiste.

Les hommes au pouvoir tiennent à empêcher la formation d'une forte opposition au parlement, d'autant que les problèmes demeurent aigus et plus pressants que jamais.

La guerre d'Algérie s'intensifie, les opérations militaires sont plus violentes, le Chef du Gouvernement entretient l'équivoque et s'en tient à l'exigence aveugle d'une capitulation au lieu d'une véritable négociation.

L'intérêt national est dans la reconnaissance du droit à l'indépendance et dans l'établissement, avec ce pays, de rapports nouveaux fondés sur l'égalité des droits et des avantages mutuels.

En politique extérieure, notre pays reste dans le sillage des impérialistes américains.

Cette initiative d'un triumvirat qui dirigerait le Pacte atlantique c'est la confirmation que le gouvernement veut maintenir notre pays à la remorque des Etats-Unis au lieu de pratiquer une politique indépendante et pacifique ; le maintien de bases étrangères sur notre sol, la présence de l'allemand Speidel à la tête de soldats français à Fontainebleau le confirment.

La crise économique menace : licenciements et réductions d'horaires à la Thomson et Alfa-Laval, l'A.C.M.A. 32 heures et 24 heures chez Faure, baisse des commandes à Imphy. L'industrie du charbon et de l'acier reste menacée par le Marché Commun.

Les salaires pour les travailleurs occupés ont diminué de 5 à 15.000 francs, alors que la production a augmenté de 40 % ces dernières années, créant des profits fabuleux pour les gros capitalistes, au moment où la misère s'installe dans les familles ouvrières, chez les vieux, les petits retraités, les économiquement faibles, les femmes seules, etc.

Les jeunes, victimes de cette politique, s'interrogent pour fonder un foyer, avoir un logement, se meubler, etc.

Les paysans travailleurs subissent toujours les inégalités sociales, les prix baissent sur les foires, sans profit pour le consommateur.

LA VRAIE GRANDEUR DE LA FRANCE n'a rien à voir avec le refus de s'associer à l'arrêt des expériences nucléaires et avec la fabrication d'une bombe atomique française ruineuse pour les finances du pays.

C'est vers le désarmement qu'il faut aller, vers la détente internationale et la coexistence pacifique, vers le commerce avec tous les pays sans discrimination.

IL FAUT TIRER LA LEÇON D'UNE DOULOUREUSE EXPÉRIENCE :

On dit que le 28 septembre la majorité des Français avait voulu rompre avec le passé.

A la vérité, les responsables de la politique passée ce sont les partis, les députés et les candidats qui tentent aujourd'hui de se dédouaner derrière De Gaulle, en faisant croire quils sont pour le renouveau national, ainsi Durbet réactionnaire et Cloix socialiste

MAIS NOTRE PARTI ET NOS DÉPUTÉS SONT LES SEULS qui n'ont aucune responsabilité dans la néfaste politique pratiquée depuis 11 ans par les hommes au pouvoir qui nous ont écartés systématiquement des gouvernements et des majorités gouvernementales

Aucune attaque, aucun mensonge de la part de la réaction, de ses journaux, de sa radio, ne peut atténuer ces faits.

NOUS ACCEPTONS AVEC CONFIANCE D'ÊTRE JUGÉS SUR NOS ACTES :

Les travailleurs savent que c'est seulement par la présence d'un fort groupe de députés communistes que furent votées les lois de progrès social :

En 1936 : les congés payés, les conventions collectives, les 40 heures, l'office du blé.

En 1946 : la Sécurité Sociale, la retraite des vieux, le statut des fonctionnaires, les nationalisations.

En 1956 : le fonds de solidarité vieillesse et la 3e semaine de congé.

Dès maintenant nous considérons qu'il est possible :

1° De relever le niveau de vie des masses populaires par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles,

2° De réduire massivement les dépenses militaires et de promouvoir une réforme démocratique de l'impôt frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires ; de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

3° De garantir l'avenir de la jeunesse par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

4° De restaurer la République et construire une démocratie rénovée : car il n'y a pas de grandeur française sans une véritable démocratie.

Des Patriotes, des Français au service du Peuple

Comme toujours, nous nous présentons à visage découvert avec notre programme, nos idées, nos élus, nos candidats, que n'ont jamais éclaboussés la boue d'un scandale, ni les collusions politiques immorales

Marcel BARBOT — **Pierre PERRONNET**



MARCEL BARBOT

est né le 2 septembre 1907 à La Chapelle-Montlinard, près de La Charité-sur-Loire Il y passa sa jeunesse, son père y étant un modeste artisan rural.

Le militant et l'élu communiste

Dès son arrivée à Nevers en 1930, Marcel BARBOT suit les réunions du Parti Communiste auquel il adhère en 1933. D'abord secrétaire de cellule, puis de la section de Nevers, il devient secrétaire fédéral en 1934.

En 1935, il est élu Conseiller municipal sur une liste de Front populaire dirigée par le Docteur GAULIER, S.F.I.O En 1938, il devient maire-adjoint dans cette municipalité. Pendant la drôle de guerre, alors qu'il est aux armées, il est déchu de son mandat de Conseiller municipal pour avoir refusé de s'incliner devant les hommes politiques de la trahison qui préparaient la défaite de 1940

Mobilisé lors de la déclaration de guerre, prisonnier en juin 1940, il est transféré en Autriche. Rapatrié en 1942, il est démobilisé comme malade.

Dès son retour de captivité, il est recherché par la police de Pétain et la Gestapo et entre dans la clandestinité, en Saône-et-Loire, zône Nord. Par la suite, c'est dans une douzaine de départements qu'il travaille à l'organisation de la résistance et à l'action contre l'ennemi. Il se trouve en Bretagne lors du débarquement.

En mars 1945, alors que le territoire national est libéré, mais que la guerre n'est pas terminée, il rentre à Nevers. Aux élections municipales de mai 1945, il conduit au succès une liste d'Union comprenant 20 communistes et 10 socialistes. Élu maire de Nevers, grâce à l'union des socialistes et des communistes, il y restera jusqu'aux élections de 1947 où l'attitude des élus socialistes permit l'installation de la droite, en la personne de Durbet, à la direction de la municipalité.

Durant son court mandat, on lui doit la réorganisation des colonies de vacances, des crèches, les repas des vieux au 14 Juillet et à Noël, la distribution de livres de prix aux écoles primaires. C'est sous son autorité que furent élaborés les plans d'urbanisme de Nevers, de la Cité scolaire, de la Nouvelle Poste, de la Gare Routière, de l'Avenue de la Gare, du Quartier des Montots, etc., l'amélioration de la Voirie...

Elu député le 2 janvier 1956, Marcel BARBOT siège dans 2 grandes Commissions : l'Intérieur et les Finances.

Voilà l'homme que nous présentons à vos suffrages. Homme intègre et dévoué, qui a donné une partie de sa vie au service de la France et de tous ceux qui souffrent. Homme sincère, qui saura appliquer le programme présenté par le Parti Communiste Français.

PIERRE PERRONNET

Maire de Saint-Léger-des-Vignes, Pierre PERRONNET peut s'enorgueillir d'être le « meilleur » élu du département, quant au pourcentage des suffrages obtenus. Tout simplement parce que les élus communistes mettent en pratique leurs paroles, parce qu'ils savent respecter les engagements pris devant les électeurs. Conseiller général du canton de Decize, il connait parfaitement les problèmes de son canton qu'il défend depuis 11 ans à l'Assemblée départementale.

POUR la grandeur Française ;

POUR de vrais changements ;

POUR barrer la route au réactionnaire Durbet ;

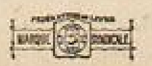
POUR la victoire de la République ;

POUR l'avenir de la France ;

Républicains et démocrates, dès le PREMIER TOUR

VOUS VOTEREZ COMMUNISTE

Vous voterez utile, vous voterez Français



Imp. Nouvelle l'Avenir (Ass. Ouvr.), Nevers